

La crainte des frontaliers face aux milliers d'emplois menacés

Le Comité de défense des travailleurs frontaliers s'inquiète de la situation économique en Sarre. Le président, Arsène Schmitt, dénonce « un carnage industriel. Des milliers d'emplois sont menacés ». L'association mène plusieurs combats pour dénoncer les injustices qui frappent les frontaliers.

La situation en Sarre fait craindre le pire. « Le Land vit un carnage industriel avec la fermeture à venir de Ford, à Sarrelouis, faute de repreneur, de Halberg Guss, une institution, et les menaces qui pèsent sur des piliers, déplore Arsène Schmitt, le président du Comité de défense des travailleurs frontaliers. Des milliers d'emplois sont menacés par des délocalisations. » À la ZF (7 000 emplois), aux aciéries de Dillingen ou encore Michelin (800). « L'unité de production de pneus neufs pourrait fermer, alors que l'usine est la plus performante d'Europe. Des annonces seront faites en novembre. »

Les combats en cours

Arsène Schmitt redoute une année 2024 particulièrement difficile. « Nous sommes en relation avec les syndicats allemands et totalement solidaires. Il faut rompre avec ce système capitaliste et cette Europe de



Arsène Schmitt, président du Comité de défense des travailleurs frontaliers, s'inquiète de la situation en Sarre. Photo Aurélie Klein

malheur qui a, dans ses tiroirs, l'idée de faire travailler jusqu'à 70 ans ! »

L'association, fondée en 1977, ne cesse de voir grossir ses rangs. Elle compte plus de 13 000 adhérents, « dont 600 depuis le 1^{er} janvier ». Ce qui reflète, pour Arsène Schmitt, les difficultés rencontrées par les frontaliers au quotidien. « On reçoit des milliers de personnes dans nos permanences, confrontées à des problèmes de chômage, d'allocation, de retraite... » et à la complexité des formulaires administratifs.

Le comité mène plusieurs combats de front : la non-reconnaissance des taux d'invalidité français par l'Allemagne, le prélèvement de la CSG/CRDS sur

les retraites, la double imposition des travailleurs frontaliers intérimaires, contraire à la convention fiscale franco-allemande... Sa ténacité a déjà permis de grandes victoires en mettant fin à la double imposition des retraites et des indemnités journalières de maladie, au prélèvement de la CSG-CRDS sur les revenus actifs, « qui représenteraient 8 % du salaire brut en moins », la réintégration dans le régime local et récemment la fin de la double imposition sur le chômage partiel après six ans de lutte.

Non aux discriminations

Les poings levés depuis 46 ans pour dénoncer les injustices qui frappent les travailleurs frontaliers, Arsène Schmitt, tombé « dans la marmite syndicale », lorsqu'il avait 14 ans, en adhérant à la Fédération française des travailleurs du livre en 1962, reste animé par cette même flamme. À 75 ans, le chef de file du Comité de défense frappera un grand coup le dimanche 19 novembre, lors de l'assemblée générale organisée dès 9 h 15 à l'hôtel de ville de Sarreguemines. « La lutte contre toutes les discriminations et la destruction des acquis sociaux mise en place par les gouvernements successifs reste notre fil rouge. »

● Aurélie Klein